Choc en Irlande : l’intégration secrète à l’ OTAN presque bouclée | Niamh Ní Bhriain & Fionn Wallace

Pourquoi l’Irlande, traditionnellement neutre, réécrit-elle soudainement ses lois pour envoyer des soldats dans des conflits étrangers sans mandat de l’ONU ? On nous dit que notre position pacifique n’a pas changé, et pourtant on assiste à une course à l’achat d’armes offensives et à l’adhésion à des groupes de combat de l’UE. Le gouvernement cache-t-il un plan secret de guerre ? Pour m’aider à comprendre cette stratégie de l’ombre, j’ai invité Niamh Ni Bhriain, autrice et militante à l’Institut transnational, ainsi que Fionn Wallace, ancien chercheur au Parlement européen. Ensemble, nous dépassons le récit officiel pour examiner comment l’Irlande est discrètement poussée vers une nouvelle ère de militarisation. Liens : Neutrality Studies sur Substack : https://pascallottaz.substack.com (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : https://pascallottaz.substack.com/s/academic) Boutique & dons : https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com Chapitres : 00:00:00 Introduction : La fin du triple verrou ? 00:05:32 Pourquoi supprimer le mandat de l’ONU maintenant ? 00:12:01 Neutralité de façade vs. agendas cachés 00:19:52 Crypto-atlantisme et déploiements secrets 00:26:02 OTAN vs. UE : qui pousse à la militarisation ? 00:40:58 Abandon de la « clause irlandaise » et des dérogations 00:45:52 Y aura-t-il un référendum ? 00:52:02 Opinion publique et conclusion

#Pascal

Bienvenue à tous. Je suis Pascal Lottaz, professeur associé à l’Université de Kyoto au Japon, et mes invités aujourd’hui sont, d’une part, l’autrice et militante irlandaise Niamh Nguyen, chercheuse associée à l’Institut transnational aux Pays-Bas, et Fionn Wallace, ancien chercheur parlementaire au Parlement européen. Bienvenue à vous deux.

#Niamh Ní Bhriain

Merci, Pascal.

#Fionn Wallace

Merci de nous recevoir.

#Pascal

Eh bien, merci beaucoup d'être venus en ligne. Et Niamh, malgré le fait que j'aie répété ton nom avant — désolé de l'avoir encore écorché. Mais je suis très heureux de parler avec vous deux, car vous allez nous donner des nouvelles de l'Irlande. Tu m'as dit que plusieurs activités politiques étaient en cours et qu'elles sapent en grande partie ce qu'il reste de la neutralité irlandaise et de la politique étrangère plutôt pacifiste de l'Irlande. Peut-être qu'on peut commencer avec toi, Niamh ? Peux-tu nous dire ce qui se passe ?

#Niamh Ní Bhriain

Oui, donc le gouvernement prévoit de démanteler ce que nous appelons le « triple verrou » dans les semaines et les mois à venir, ce qui aura un impact très important sur la manière dont l'Irlande se positionne dans le monde. Je devrais peut-être expliquer ce qu'est le triple verrou, car je ne suis pas sûr que vos auditeurs le sachent. En Irlande, nous utilisons le terme « triple verrou » pour désigner une législation qui régit le déploiement des troupes irlandaises à l'étranger. Pour que des troupes irlandaises soient envoyées à l'extérieur du pays — en particulier lorsqu'il s'agit d'un déploiement de plus de douze soldats — trois niveaux d'approbation sont nécessaires. D'abord, il faut l'approbation du gouvernement. Ensuite, il faut une résolution parlementaire, ou une résolution du Dáil.

Notre parlement s'appelle le Dáil, donc il doit y avoir une résolution du Dáil — c'est la deuxième condition. Et la troisième, c'est que la mission à laquelle ces troupes sont envoyées doit avoir un mandat des Nations unies. Voilà donc la troisième partie du verrou. Trois verrous : le gouvernement, le parlement, et ensuite le mandat des Nations unies doivent tous s'appliquer à la mission à laquelle ils participent. C'est l'élément des Nations unies que le gouvernement trouve intolérable, ce qui, en ce moment précis, est vraiment — vous savez, c'est culotté, étant donné que les Nations unies subissent une pression considérable. Et pourtant, notre gouvernement a décidé que c'était le moment de révoquer nos engagements législatifs envers les Nations unies.

Peut-être devrais-je simplement expliquer comment le Triple Lock est apparu. L'Irlande a rejoint les Nations unies en 1955, et nous avons commencé à déployer des troupes de maintien de la paix en 1958. Puis, en 1960, le gouvernement de l'époque a adopté la loi d'amendement sur la défense de 1960. Celle-ci précisait très clairement que l'Irlande, dans sa relation avec le monde — imaginez, c' était la période d'après-guerre, la guerre froide, vous savez, quand les Nations unies avaient été créées pour préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Et l'Irlande, vous savez, dit au monde : nous n'enverrons nos troupes à l'étranger que si elles font partie d'une mission de maintien de la paix des Nations unies. Nous ne ferons pas partie d'une force étrangère qui envahit — une entrée agressive dans le pays de qui que ce soit. Nous n'agirons que dans le cadre de ces structures multilatérales, et cela est en place depuis 1960. Les troupes irlandaises ne sont jamais parties à l'étranger que dans le cadre d'une mission mandatée par les

Nations unies. Le terme « triple verrou » est apparu dans le contexte du traité de Nice, puis il a été réaffirmé dans celui du traité de Lisbonne. Et nous pourrons peut-être en parler un peu plus en détail au cours de la discussion.

Mais dire maintenant, en 2026, que le gouvernement prévoit de supprimer l'exigence de l'ONU et d' ouvrir la voie au déploiement de troupes irlandaises dans le cadre de missions mandatées par l'UE — vous savez, les groupements tactiques de l'UE, éventuellement des missions dirigées par l'OTAN, pratiquement n'importe quelle mission — eh bien, nous avons désormais l'Irlande faisant partie de la Coalition des volontaires. L'Irlande participe à la Coalition des volontaires de Keir Starmer et de Macron. Et si cette coalition devait déployer des troupes en Ukraine, par exemple, l'Irlande, sans le Triple verrou, pourrait également participer à une telle mission. Nous sommes donc dans un territoire totalement inexploré en Irlande. Nous n'avons jamais déployé nos troupes dans une mission qui ne soit pas sous mandat de l'ONU. Et nous en sommes là aujourd'hui.

#Pascal

Pourquoi sommes-nous ici ? Je veux dire, la neutralité irlandaise est en quelque sorte née du fait d' être coincée entre, vous savez, le désir de se libérer d'un ancien colonisateur — l'Empire britannique — dans les années 1920 et 1930, et, en même temps, de ne pas vraiment vouloir soutenir les Allemands une fois la guerre commencée. L'Irlande est donc restée neutre ; elle a maintenu cette position. Il y a eu des hauts et des bas, mais il y a eu des figures très importantes dans votre histoire dans les années 1960 — encore une fois, comme M. Frank Aiken — qui ont vraiment été des porte-drapeaux de la neutralité irlandaise, dans le sens où : nous utiliserons la diplomatie à l'ONU, mais nous ne participerons pas à des guerres étrangères.

Cela s'est affaibli au fil du temps, surtout en ce qui concerne l'aéroport de Shannon et quelques principes fondamentaux. Mais le Triple Verrou était très cher, autant que je m'en souvienne, à mes collègues irlandais. Peut-être, Fionn, veux-tu intervenir et nous donner ton analyse sur la façon dont il est possible que le gouvernement envisage maintenant de supprimer probablement le plus important des trois verrous — car c'est celui qui garantit que l'Irlande ne décide pas seule, mais qu' elle multilatéralise plutôt l'usage de la force ?

#Fionn Wallace

Oui, je veux dire, le concept de la neutralité irlandaise remonte vraiment à Wolfe Tone. Ensuite, il y a James Connolly avant la Première Guerre mondiale, et De Valera qui nous a tenus à l'écart de la Seconde Guerre mondiale. Cela continue à partir de là — Frank Aiken, notamment, a également été un grand partisan de la diplomatie et de l'utilisation de la neutralité de l'Irlande comme une force positive à l'ONU. Mais les gouvernements successifs depuis lors — en gros, depuis que nous avons commencé à ouvrir notre économie, à permettre que l'Irlande soit utilisée comme une sorte de

plateforme vers l'UE pour les États-Unis, à inventer des régimes fiscaux expérimentaux et à autoriser l'empiètement des investissements directs étrangers de style américain en Irlande de manière très importante — depuis ce moment-là, ils n'ont cessé d'éroder peu à peu la neutralité irlandaise.

Et comme vous l'avez souligné, l'aéroport de Shannon est utilisé en pratique comme une base aérienne avancée pour l'OTAN et l'armée américaine. Et puis, ce qui était également très frappant, c' est le rôle de l'Irlande dans le génocide à Gaza. Contrairement à la perception mondiale, l'Irlande a joué un rôle assez pernicieux dans cette affaire. Nous avons autorisé de nombreux survols américains et le transit d'armes par notre espace aérien, également via Shannon. Et ensuite, il y a eu ces votes au Dáil, où l'Irlande — en fait, notre banque centrale — a servi de lieu d'émission pour les obligations de guerre israéliennes. À deux reprises, les partis d'opposition ont présenté des motions pour y mettre fin en pleine période de génocide, car nous facilitons effectivement le financement d' un génocide.

À deux reprises, la majorité gouvernementale — simplement la majorité — a forcé le vote pour s' assurer que cela continue. C'est donc plutôt honteux. En public, il y a ce discours du type « nous reconnaissons l'État de Palestine », etc. — c'est un peu de la mise en scène. Mais ensuite, lorsqu'il s' agissait de mesures concrètes, nous ne faisions absolument rien. Au contraire, nous facilitons le génocide. Et Francesca Albanese, dans son rapport le plus récent, a cité l'Irlande comme un pays qui devrait être considéré comme complice de génocide. Mais à présent, ils ont même inventé un nouveau concept qui n'a aucun fondement en droit international.

Ils qualifient l'Irlande de neutre sur le plan militaire. Franchement, cela ne tient pas la route. Il y a eu une affaire intentée par Ed Horgan de Shannonwatch contre l'État en 2004, mais il n'a pas gagné. Le juge dans cette affaire, cependant, a estimé que ses arguments concernant notre statut de neutralité étaient valides, dans la mesure où il n'existe pas — le juge l'a reconnu — de concept clairement défini en droit international qui s'applique directement au type de neutralité que l'Irlande défend et pratique. En gros, cela signifie que nous faisons tout sauf adhérer à l'OTAN. Mais il s'agit plutôt d'une neutralité politique. Le gouvernement admet ouvertement que les États-Unis sont notre allié, que l'Union européenne est notre alliée, et ainsi de suite, et que nous apportons notre soutien lorsque nous le pouvons. Mais aujourd'hui, nous nous en écartons nettement, dans le sens où, si nous voulions envoyer plus de douze personnes, il faudrait passer par la procédure au niveau du Dáil, par notre gouvernement.

Mais maintenant, le chiffre est passé à 50. Ainsi, sans même un vote au Dáil, nous pouvons envoyer jusqu'à 50 soldats dans des missions de combat. Et la législation — le projet de loi d'amendement sur la défense de 2025 — le précise explicitement. C'est un peu comme des omissions qui laissent ouvertes ces failles. Il est donc très clair que cela laisse la possibilité de collaborer avec l'OTAN ainsi qu'avec des missions dirigées par l'UE. Cela sort du cadre des Nations unies, ce qui signifie que cela ouvre la porte à des guerres illégales auxquelles nous pourrions participer. Et ensuite, s'ils suivent la

procédure, que le gouvernement est d'accord et qu'ils obtiennent une simple majorité au Dáil, alors il n'y a plus de limite au nombre de soldats irlandais qui pourraient participer à ces missions. C'est un changement radical par rapport à la situation précédente.

#Pascal

Vous avez utilisé un mot très important. Vous avez dit que certains aspects de la posture officielle de la politique étrangère de l'Irlande étaient performatifs. Et nous avons vu cela dans d'autres pays aussi — en Suisse, en Autriche — où, d'un côté, on assiste à la mise en scène de la neutralité, aux discours et ainsi de suite, mais en arrière-plan, des politiques entièrement différentes sont élaborées et activement promues dans des livres blancs, des rapports gouvernementaux, des documents officiels, des notes stratégiques, etc. Niamh, pouvez-vous peut-être en dire un mot ? Comment cette agenda caché a-t-il été avancé alors que la rhétorique reste parfaitement alignée sur ce qu'elle était dans les années 1970 et 1980 ?

#Niamh Ní Bhriain

Oui, et je veux dire, il y a même différents niveaux de mise en scène. Par exemple, il y a une version qu'on voit en Irlande, une autre à Bruxelles, et encore une autre à travers le monde. Donc, si l'État irlandais envoie des représentants — eh bien, j'ai vécu au Mexique pendant quelques années — s'il envoie des représentants au Mexique, je me souviens que lorsque j'y étais, il y avait quelques visites officielles. On entendait énormément parler du processus de paix irlandais, de l'importance de la paix, et du fait que l'Irlande se consacre à la diplomatie et à la construction de la paix, et tout cela. C' est ce genre de mise en scène qu'on retrouve à travers le monde. C'est ainsi que l'Irlande s'adresse au monde.

Et c'est ce que nous voyons aussi avec la Palestine. Vous savez, nous avons reconnu l'État de Palestine — avec, je ne me souviens même plus combien d'autres États — mais l'Irlande en fait un grand geste symbolique. Ensuite, il y a une mise en scène à Bruxelles, où nous allons à chaque réunion du Conseil européen. Le Taoiseach — notre terme pour le Premier ministre — se rend à Bruxelles et déclare qu'en Irlande, nous n'esquivons pas nos responsabilités envers nos partenaires européens. Et là aussi, c'est une mise en scène, celle d'un des États européens rejoignant la Coalition des volontaires.

Et puis, il y aurait ici, chez nous, une mise en scène affirmant que tout cela n'aura aucun impact sur notre neutralité. Parce que l'État, le gouvernement, savent bien que les Irlandais — s'ils étaient vraiment honnêtes — savent que s'ils disaient franchement au peuple : « Nous allons démanteler le triple verrou parce que nous voulons que l'Irlande s'engage dans les groupements tactiques de l'UE et y participe », alors nous serions dans une situation très précaire. Nous avons des soldats irlandais intégrés aux groupements tactiques de l'UE, et le gouvernement déclare dans ses rapports que nous sommes prêts à être déployés. Ces groupements sont opérationnels depuis 2025. L'Irlande participe aux exercices d'entraînement parce que notre législation nous autorise à aller à l'étranger pour des

exercices. Mais nous sommes maintenant dans une situation où nous ne pouvons pas réellement être déployés à cause du triple verrou.

Donc, le gouvernement nous a, vous savez, inscrits aux groupements tactiques. Nous participons à tous les exercices d'entraînement. Mais si demain l'Union européenne décidait de déployer un groupement tactique, nous ne pourrions pas le faire — et c'est extrêmement embarrassant pour le gouvernement. Nous ne pouvons pas le faire à cause du triple verrou. Par exemple, si Zelensky demandait le déploiement d'un groupement tactique en Ukraine, nous supposons qu'il n'y aurait pas de mandat des Nations unies, donc pour le moment l'Irlande ne pourrait pas participer. Au lieu que le gouvernement soit honnête avec nous et dise : « Nous voulons supprimer le triple verrou afin de pouvoir envoyer des Irlandais combattre dans le cadre des groupements tactiques de l'UE ou de missions dirigées par l'OTAN », c'est de cela que nous devrions discuter.

Au lieu de cela, ils jouent un rôle. Donc encore une fois, c'est une mise en scène. Ils ont inventé tout un tas de bêtises — que les Nations Unies empiètent sur la souveraineté irlandaise et que nous devons supprimer le triple verrou. Et voici des citations directes : « Nous devons reprendre notre souveraineté. » Ainsi, le gouvernement ne cesse de nous répéter que nous devons supprimer le triple verrou pour reprendre notre souveraineté, car les citations incluent généralement quelque chose comme : « Nous ne pouvons pas laisser des dictateurs comme la Chine ou la Russie avoir leur mot à dire sur l'envoi de nos troupes à l'étranger. Nos mains sont liées par ces dictateurs. » C'est ce genre de discours que nous entendons de la part du gouvernement et des médias. C'est donc encore une fois une mise en scène, destinée au peuple, pour que nous ne réalisions pas que notre neutralité est en train d'être déchirée sous nos yeux.

Et, vous savez, le gouvernement — c'est comme s'il voulait être le meilleur élève de la classe. Il veut aller à Bruxelles et dire : « Regardez, nous avons fait nos devoirs. Nous nous sommes débarrassés de ce triple verrou. » Quand j'ai pris la parole au début, j'ai mentionné Nice et Lisbonne. Cela a été extrêmement embarrassant pour le gouvernement, car à deux reprises le peuple irlandais a dit non — d'abord à Nice, puis à Lisbonne. Et la raison pour laquelle nous l'avons fait, dans les deux cas, c' est que nous craignions qu'en signant ces traités, la neutralité irlandaise soit affaiblie et que nous soyons contraints de rejoindre les structures militaires de l'UE. Ainsi, dans le contexte de ces référendums, le gouvernement a donné des assurances en disant que non, nous avons ce qu'on appelle le triple verrou.

Nous ne pouvons déployer qu'avec un mandat des Nations unies, et cela garantit que nous le faisons de manière neutre. Et maintenant, nous voyons que le peuple avait raison. Nous avions raison d'être sceptiques à propos de Nice. Nous avions raison d'être sceptiques à propos de Lisbonne. Nous voilà, plus de vingt ans plus tard — plus de vingt ans après Nice — et c'est exactement ce que nous avions prédit. À présent, le gouvernement veut renforcer son engagement dans les structures militaires de l' Union européenne sans même revenir consulter le peuple. Nous avons donc droit à beaucoup de discours et de gestes purement symboliques, ainsi qu'à des mensonges éhontés, de la part du gouvernement, car il sait que la neutralité est extrêmement populaire auprès de la population. Et s'ils

devaient admettre que ce qu'ils font revient en réalité à démanteler le dernier vestige de notre neutralité, cela provoquerait un tollé.

#Pascal

Oui, et en fait, il existe même des recherches — un excellent article d'un chercheur nommé Philip Edius, avec un autre coauteur dont j'ai oublié le nom. L'Irlande faisait partie des trois études de cas, et il appelle ce phénomène « crypto-atlantisme » — des personnes qui dissimulent leurs affinités transatlantiques dans des pays neutres comme l'Irlande, l'Autriche et la Serbie. Il a constaté que les personnes qu'il a interrogées souhaitaient toutes une plus grande intégration à l'OTAN et à l'Alliance transatlantique, mais qu'elles ne pouvaient pas le dire ouvertement, car les populations locales n' apprécieraient pas cela.

Alors, ce qui se passe à la place, c'est qu'ils commencent les préparatifs, n'est-ce pas ? Vous avez déjà préparé l'intégration dans les groupements tactiques, en sachant très bien que cela ne fonctionnera pas avec les dispositions que vous avez en vigueur — dans votre cas, le triple verrou. Alors, que faites-vous ? Vous contournez le triple verrou tout en étant déjà prêt et vous créez des faits sur le terrain. Fionn, quelle est la situation là-bas ? Pensez-vous qu'à un moment donné, même si le triple verrou reste en place, ces déploiements iront au-delà de ce qui est autorisé par le cadre juridique actuel ?

#Fionn Wallace

Oui, je pense qu'il y a déjà beaucoup de choses qui ont été accomplies à ce niveau. Je veux dire, en 1999, nous avons rejoint le Partenariat pour la paix de l'OTAN, et nous avons effectivement envoyé un petit contingent — principalement des officiers travaillant à titre consultatif en Afghanistan. Quand ils sont rentrés, les gens ont été surpris d'apprendre que nous étions même allés là-bas, car la plupart avaient oublié. Je crois que nous y sommes restés environ sept ans. Ensuite, nous avons rejoint la PESCO — voyons quand cela s'est produit — et je travaillais au parlement à ce moment-là. Je me souviens des débats ; ils ont duré environ deux heures. On nous a dit que nous ne devrions avoir aucune inquiétude, que rien ne changerait, et que cela relevait simplement de notre responsabilité envers nos partenaires et alliés de l'UE. Et ensuite, par ce biais, nous avons déployé.

Même avant cela, nous participions déjà à des missions dirigées par l'UE. L'une des plus inquiétantes, en particulier, est celle du Mali. Il y a eu beaucoup d'excellentes recherches sur le Mali au fil des ans. J'ai écrit un article en août dernier sur le fait qu'il semble vraiment y avoir eu deux volets auxquels nous avons pris part là-bas. Dans l'un d'eux, nous étions stationnés avec les Allemands pour faire de la reconnaissance. Il semble vraiment que—je ne sais pas si tu te souviens du massacre de Bounti là-bas—en janvier 2021, la France a bombardé un mariage et tué environ 26 personnes. Ils ont refusé d'admettre ce que c'était, et finalement l'ONU a mené une enquête et a

conclu que, oui, c'était bien un mariage. Il avait été surveillé par un drone pendant un certain temps avant qu'ils ne décident de le frapper. Et il semble que l'Irlande aidait les opérateurs de drones allemands qui surveillaient cela.

Il y a eu une question posée par Delinka, membre du Bundestag allemand. Mais la réponse à la question de savoir s'il s'agissait d'un drone allemand a été essentiellement classifiée. Nous ne saurons donc jamais si nous avons été complices d'opérations de maintien de la paix ou de crimes de guerre là-bas. Et ce genre de chose passe complètement inaperçu — cela se produit en permanence. Comme Niamh l'a mentionné plus tôt, nous sommes constamment en formation dans des groupes de combat. Nous retirons même des troupes des missions de maintien de la paix de l' ONU pour les rediriger vers l'entraînement des groupes de combat.

Et, vous savez, nous avons ce discours venant du gouvernement selon lequel le droit de veto du Conseil de sécurité de l'ONU nous empêcherait de participer aux missions de maintien de la paix de l' ONU — qu'il y aurait un blocage au Conseil de sécurité, aucune nouvelle mission de maintien de la paix n'étant approuvée à cause de la nouvelle réalité géopolitique, ou quelque chose du genre. Mais en réalité, il y a actuellement onze missions de maintien de la paix de l'ONU actives, et nous pourrions rejoindre n'importe laquelle d'entre elles. Au lieu de cela, nous réduisons nos troupes et les transférons vers la structure des groupements tactiques de l'UE. Donc, ils se préparent vraiment. Et un autre développement vraiment inquiétant en Irlande, c'est que nous avons récemment acheté toutes sortes d'armes. C'est comme si nous répondions — eh bien, vous savez, Trump a — et je ne veux pas me concentrer sur Trump, mais c'est difficile de ne pas le faire — aux exigences des États-Unis et de l'OTAN d'augmenter les dépenses militaires.

L'Irlande, nous partons d'un niveau très bas. Nous sommes parmi les pays qui dépensent le moins en Europe, mais nous investissons désormais des milliards supplémentaires dans les armes. Et c'est un phénomène nouveau — nous achetons de tout. Nous achetons des armes antichars, toutes sortes de véhicules, des hélicoptères d'attaque. Maintenant, il y a des avions de chasse censés être stationnés à l'aéroport de Shannon pour protéger nos câbles sous-marins que, apparemment, Poutine n'a jamais cessé de songer à faire exploser. Vous savez, toutes ces menaces qu'on reçoit, et tout à coup la réponse consiste à se militariser, et ce, de manière vraiment rapide. Mais nous achetons des armes qui ne conviennent pas vraiment à un pays neutre. C'est très, très inquiétant. Oui.

#Pascal

C'est extrêmement inquiétant, surtout parce que nous voyons les mêmes tendances partout. Et cet argument, bien sûr — que nous devons faire notre part, n'est-ce pas ? L'Irlande doit assumer ses responsabilités, ne peut pas être un passager clandestin ; la Suisse ne peut pas être un passager clandestin — doit dépenser suffisamment pour se défendre contre la menace, qui n'est en réalité pas une menace pour nous. C'est un peu comme, d'accord, très bien, mais dans le cas de l'Irlande, la manière dont cela est présenté au public — ou même contourné, en fait — Niamh, penses-tu que

cette dynamique est principalement motivée par des aspirations envers l'OTAN ou envers l'UE ? Parce qu'il me semble qu'en ce moment, le niveau européen se prépare aussi à devenir un acteur plus indépendant dans cette… dans cette politique absurde de guerre et d'escalade.

#Niamh Ní Bhriain

Oui, je dirais que, si l'on revient au Livre blanc européen sur la préparation à la défense — celui de 2030, publié en mars — c'est un document absolument fascinant. C'est vingt-deux pages qui constituent, en somme, un plan de guerre. Et si on l'examine, c'est très clair. Il y est dit que les États-Unis exigent que l'Europe dépense davantage pour les armements, donc il y a cette dimension-là. Et ensuite, il est précisé que l'OTAN est la pierre angulaire de la sécurité européenne. Très bien. Nous avons d'ailleurs l'OTAN mentionnée dans divers documents de l'Union européenne, et au début de la guerre en Ukraine en 2022, Ursula von der Leyen avait déclaré : « Nous sommes une union, une alliance, unies dans un même objectif. »

Et elle dit cela alors qu'elle se tient à côté de Jens Stoltenberg, l'ancien secrétaire général. C'est donc presque indissociable, en réalité. À bien des égards, on ne peut pas séparer l'OTAN et l'UE : ce sont les deux faces d'une même pièce. Et je pense que ce que nous avons vu ces dernières semaines, en particulier avec le Groenland, c'est que je considère l'OTAN comme un instrument de l'impérialisme américain, et je vois l'Union européenne comme faisant partie de ce même impérialisme américain. Ce que nous avons observé ces dernières semaines ressemble davantage à une mise au pas de l'UE par les États-Unis — nous sommes en train d'être disciplinés.

On nous dit de jouer notre rôle, de faire ce qu'il faut faire. Vous savez, nous avons vu un déploiement rapide de troupes au Groenland, puis elles ont été rappelées. Et ensuite, nous avons vu l'Union européenne dire : eh bien, maintenant, nous allons dépenser plus d'argent pour militariser le Groenland — pour protéger, pour plaire à Donald Trump et aux exigences qu'il a formulées. Nous allons acheter un brise-glace de qualité militaire qui pourra opérer sur le territoire groenlandais. Donc je dirais que la pression qui s'exerce sur l'Irlande vient certainement de l'Europe, mais aussi des États-Unis. Je pense qu'il y a deux choses en jeu. Je pense que… personne ne s'enrichit grâce à la neutralité.

Et comme Fionn l'a souligné, il y a énormément d'argent qui est gagné — ou, vous savez, dépensé — dans les armes. Donc, il y a beaucoup d'intérêts en jeu. Nous avons maintenant un groupe de lobbying pour l'armement basé à Dublin, l'Irish Defence and Security Association, et parmi ses membres figure Lockheed Martin. Ils font pression sur le gouvernement depuis plusieurs années. Si nous continuons à être un pays neutre, très peu armé, alors il n'y a pas d'argent à gagner pour les groupes de lobbying de l'armement. Il ne serait pas logique de vouloir profiter de tous ces fonds militaires devenus disponibles à Bruxelles en tant qu'État membre de l'UE si nous devions maintenir notre neutralité telle qu'elle est — très peu armée, avec une armée servant plus ou moins à des missions de maintien de la paix.

Il y a donc beaucoup de pression qui pèse sur l'Irlande. Si l'on regarde la place qu'occupent les lobbyistes de l'armement et les entreprises d'armement à la table des décisions à Bruxelles, cette influence se répercute désormais sur l'Irlande. Cela fait bien plus d'une décennie que nous voyons ces lobbyistes et ces entreprises obtenir un siège à cette table, et nous en voyons maintenant le résultat : tous les États membres européens deviennent plus militarisés, et l'Irlande ne fait pas exception à cette tendance. Je dirais donc qu'on ne peut pas simplement écarter le rôle des entreprises d'armement.

Et je dirais aussi que, vous savez, s'il existe un État neutre comme l'Irlande, à la périphérie de l' Europe, cela met les va-t-en-guerre très mal à l'aise, car ils ne peuvent plus dire : « Nous devons nous armer et nous protéger », s'il y a un pays en Europe qui ne s'arme pas et qui s'en sort très bien — sans subir de menaces, d'attaques ou quoi que ce soit. Donc, cette attaque contre la neutralité — on a vu la Finlande et la Suède rejoindre l'OTAN ces dernières années, et maintenant, avec l' Autriche, il y a des mouvements vers une militarisation accrue, ainsi qu'avec la Suisse, dont vous avez parlé dans votre émission il y a quelques semaines.

Donc, la pression se fait sentir. Elle ne vient pas du peuple vers le haut ; elle vient de l'extérieur, vers l'Irlande — pour que nous changions notre politique étrangère et notre politique de défense, et que la neutralité devienne, en somme, une chose du passé. Et juste — j'ai ce document ici. John parlait de l'armée irlandaise. La mission — donc la mission des Forces de défense est, c'est juste une ligne : « Notre mission est de fournir la capacité militaire nécessaire pour défendre l'Irlande et les intérêts assignés à l'international. » Maintenant, qui assigne ces intérêts à l'international ? Et que faisons-nous — vous savez, c'est une phrase particulièrement intéressante. Peux-tu répéter cela ?

#Pascal

Des intérêts assignés, pas nos intérêts — des intérêts assignés.

#Niamh Ní Bhriain

Des intérêts assignés à l'international — telle est notre mission. Nous allons donc avoir des intérêts assignés ; ils viendront de la sphère internationale, et nous les défendrons. Or, c'est un langage incroyablement dangereux à inscrire dans la mission d'une armée censée appartenir à un pays neutre. Et nous avons aussi, dans notre Vision 2030 pour l'armée, l'objectif d'être « une force militaire agile, adaptée à sa mission, prête à défendre notre souveraineté, à protéger les citoyens irlandais et à garantir les intérêts de l'Irlande ». C'est un changement de langage considérable. Les intérêts de l'Irlande ? Quels intérêts ? Vous voyez, de quoi parle-t-on vraiment ?

Et cela dit très clairement : transformer notre culture, moderniser nos forces afin qu'elles soient capables de dissuader les menaces dans des environnements opérationnels multidomaines. Or, il n'y a pas de menaces contre l'Irlande. Nous ne sommes pas attaqués. Il n'y a eu aucune menace, vous savez, mais c'est le changement de langage qui s'opère au sein des Forces de défense irlandaises. Et

cela nous prépare à participer à… eh bien, la question est : d'où vient la pression ? De l'Union européenne, de l'OTAN ? Je ne pense pas qu'on puisse les dissocier. Et je pense que même si nous ne sommes pas membres à part entière de l'OTAN, nous n'en avons pas besoin, car nous participons déjà à des formations de l'OTAN. Nous avons un partenariat avec l'OTAN, comme Fionn l'a mentionné — le Partenariat pour la paix.

Nous avons également un partenariat stratégique qui s'étend de 2024 à 2028, et qui porte spécifiquement sur des domaines comme la cybersécurité, les câbles sous-marins, et tout cela. Donc c'est presque pire — si nous étions membres à part entière de l'OTAN, il y aurait un certain niveau de supervision. Mais comme nous ne le sommes pas, et que nous avons des accords dont la plupart des gens n'ont même pas connaissance, il se passe énormément de choses en arrière-plan. J' imagine que si vous vous promeniez aujourd'hui dans Dublin et que vous demandiez : « Savez-vous à quel point nous sommes intégrés à l'OTAN ? », la grande majorité des gens ne le sauraient pas, parce que nous avons ce genre de, vous savez, un accord ici, un arrangement là, et nous nous en tirons plutôt bien en procédant ainsi.

#Pascal

C'est cool.

#Fionn Wallace

Puis-je intervenir sur la question OTAN–UE ?

#Pascal

#Fionn Wallace

Je veux dire, la stratégie de défense de 2026 que les États-Unis viennent de publier, il y a environ deux semaines, est très, très claire à ce sujet. On y trouve un langage similaire — le même type de langage que celui qu'a utilisé Niamh. Ils disent qu'ils vont pousser leurs alliés à travers le monde à atteindre l'objectif de 5 % de dépenses militaires. Et lorsque leurs soi-disant alliés le feront, ensemble avec les États-Unis, ils seront en mesure de déployer les forces nécessaires pour dissuader ou vaincre d'éventuels adversaires dans chaque région clé du monde. Et on le voit bien — par exemple, Niamh était à la radio hier, débattant avec John O'Brien, et il n'arrêtait pas de parler de ce « brave nouveau monde ».

« L'Alliance transatlantique est morte. L'OTAN est morte », a-t-il déclaré. Mais à mon sens, l'Union européenne fait exactement ce que les États-Unis et l'OTAN veulent qu'elle fasse. Et nous l'avons vu encore et encore. La première fois que cela s'est vraiment manifesté, c'était à l'époque de Trump, cette sorte de rupture avec le passé. C'était en mai 2017 : Trump est venu à Bruxelles pour la première fois, rencontrant de nombreux dirigeants européens pour la première fois, et il a dit qu'il

était grand temps que l'UE prenne en charge sa propre défense. À l'époque, les dépenses de défense représentaient environ 1 % du PIB, et il voulait qu'elles soient portées à 2 %.

Mais à ce moment-là, tout à coup, on a vu une sorte de panique dans les médias établis et dans les publications des think tanks et de la bulle bruxelloise, etc., à propos du fait que l'UE avait besoin d' une autonomie stratégique — qu'elle devait avancer seule, qu'on ne pouvait plus faire confiance aux États-Unis. Et à l'époque, le débat portait sur le fait que le Brexit, Erdoğan, Trump, Poutine — tout cela constituait un signal d'alarme pour que l'UE se renforce et prenne en main sa propre défense. Puis, en décembre 2017, la CSP (PESCO) a été essentiellement approuvée dans ce contexte. C'était un accord conclu en un temps record sur un sujet aussi important au niveau de la défense européenne, car il existe beaucoup de désaccords au sein de l'UE sur les questions de défense — en particulier entre l'Allemagne et la France.

Mais ensuite, en décembre, on a vu des articles dans Politico expliquant que c'était fantastique — qu' il y avait un rapprochement entre l'OTAN, les États-Unis et l'accord de l'UE — et qu'en gros, tout ce que l'UE semblait devoir faire, c'était devenir une union de défense à part entière grâce au projet PESCO. Trump revient, n'est-ce pas, en novembre, et les Républicains ainsi que son équipe soulignent que les dépenses de défense atteignent 1,9 % du PIB, presque exactement le niveau qu'il avait demandé. Puis Mark Rutte se rend au Parlement européen et déclare : « Très bien, passons à 5 %. » Et alors, le même récit recommence à se répandre : Trump est peu fiable.

Regardez comment il agit avec l'Ukraine — il les trahit, trop amical avec Poutine, bla bla bla. Et puis, quelques mois plus tard, nous avons le programme « Réarmer l'Europe » et le livre blanc « Préparation de la défense 2030 ». Ce sont des plans pour atteindre 5 %. Vous savez, 3,5 % pour les armes proprement dites à travers l'UE d'ici 2030, et 1,5 % pour la mobilité militaire, etc. C'est la demande de Trump mise en pratique. Et je pense que ce qui se passe maintenant a en quelque sorte ressurgi. On utilise à nouveau ce discours du « Trump est peu fiable » — à propos du Groenland. Ils ne parlent pas tellement du Venezuela, mais le Groenland, en particulier, a de nouveau été utilisé pour accélérer les choses.

Nous ne réarmons pas assez vite, et cela est très, très clair dans la stratégie de défense de 2026. Il y est écrit noir sur blanc qu'ils vont nous pousser aussi vite qu'ils le peuvent et nous inciter à — je cite — « encourager et permettre à nos alliés de se mobiliser ». Cela exige un changement de ton et de style par rapport au passé. En gros, ils vont être vraiment brutaux et agressifs à ce sujet. En somme, le patron de l'OTAN dit « saute », et l'UE répond « à quelle hauteur ». Mais ce récit selon lequel Trump serait peu fiable est très utile pour stimuler un réarmement massif parmi les alliés des États-Unis.

#Pascal

Oui, c'est l'une des interprétations de ce qui se passe actuellement dans mon petit monde, très étroitement liée à un analyste nommé Brian Baletic, qui ne cesse de souligner : regardez, les gars, c'

est la continuité d'un programme, la division du travail. Le ton est différent, mais au bout du compte, l'objectif reste le même, non ? L'intégration et la mise de l'Europe au service des objectifs militaires des États-Unis — et c'est pourquoi cette militarisation est jugée nécessaire. Cela montre aussi à quel point cette stratégie est différenciée, et comment il semble que l'Irlande soit visée comme un élément qu'il faut remettre au pas. Je veux dire, peut-être pas tant comme membre formel, mais l' une des plus grandes contributions de l'Irlande à l'entrave de la militarisation complète de l'UE a eu lieu lorsque l'Union a élaboré sa politique étrangère et de sécurité commune.

L'Irlande a insisté pour insérer une clause — que nous appelons aujourd'hui la clause irlandaise — qui accorde une option de retrait aux États neutres. Chaque État doit contribuer à la protection des autres, et grâce aux Irlandais, il est précisé « dans les limites de leurs contraintes constitutionnelles », n'est-ce pas ? Ce qui signifie en gros que, même dans le cadre de la politique de sécurité étrangère, chaque État conserve le droit de ne pas participer militairement si la situation l'exige. Pour moi, c'est une contribution très, très importante. Et cela a été introduit quelque part dans les années 2000 — 2007, 2008, par là. Et cet état d'esprit semble aujourd'hui complètement disparu, vingt ans plus tard. Niamh, Fionn, l'un de vous a-t-il une explication sur la façon dont il est possible qu'à l'époque, il y a vingt ans, l'Irlande ait réellement défendu cette position ? Et qu'aujourd'hui, la direction semble excessivement pressée et impatiente d'en finir ?

#Niamh Ní Bhriain

Oui, enfin, je pense que c'est probablement de la clause de défense mutuelle dont nous parlons. Et en fait, ce sujet est revenu lors d'une réunion à laquelle j'ai assisté hier soir. L'une des personnes qui y intervenaient a, en gros, consacré sa vie, depuis l'Acte unique européen des années 1980, à analyser de manière critique les différentes mesures issues de ces traités européens — Maastricht, Nice, Lisbonne. Il critique le fait que cela ne va pas assez loin. Il faudrait que ce soit clairement indiqué que cela concerne l'Irlande, que l'Irlande est neutre et que notre neutralité sera protégée. La clause de non-participation, tu vois, c'est un langage édulcoré, et cela aurait dû aller beaucoup plus loin.

Et je suppose que, vous savez, même si—personne ne va peut-être pas débarquer à Dublin en pointant une arme sur la tempe de Micheál Martin pour lui dire : « Envoie tes troupes à l'étranger. » Mais je ne pense pas qu'il y aurait besoin de le faire, car il y aura suffisamment de pression pour que, j'en suis sûr, nous déployions quand même. Donc, même s'il existe cette clause de non-participation, je ne peux pas imaginer, dans un contexte où le gouvernement supprime le triple verrou, qu'ils veuillent réellement s'en prévaloir, car le triple verrou nous offre justement une possibilité de non-participation législative. Vous savez, nous avons une protection législative qui stipule que nous ne déployons que dans le cadre de missions mandatées par les Nations unies. C'est en substance une clause de non-participation, où nous disons que nous ne participerons pas aux groupements tactiques de l'UE ni aux missions dirigées par l'OTAN. Le gouvernement a décidé de supprimer cela.

Et donc, je ne peux pas imaginer — la clause de retrait ne m'inspire pas beaucoup de confiance, car je vois ce que fait le gouvernement : il supprime notre possibilité législative de retrait, si l'on veut appeler cela le triple verrou, afin d'ouvrir la voie à une absence totale d'obstacle au déploiement de troupes. Je pense donc qu'il y a une chose, c'est ce que dit l'Union européenne — le traité de Lisbonne — en matière de défense mutuelle et de déploiement, et une autre, c'est la clause de retrait intégrée. Et puis il y a aussi la pression exercée sur les États pour qu'ils en fassent partie — le langage autour de la « coalition des volontaires », pour faire partie d'une… vous savez, il y a aussi la Grande-Bretagne qui y participe, mais l'idée de la Force expéditionnaire conjointe, toutes ces différentes configurations militaires auxquelles l'Irlande pourrait potentiellement prendre part.

#Pascal

Que faudrait-il pour supprimer le triple verrou ? Je veux dire, c'est une législation nationale. Peut-elle être modifiée par une simple loi du Parlement, ou faudrait-il un référendum national ? Peut-être, Fionn ?

#Fionn Wallace

Oui, il va y avoir un vote au Parlement national. Je veux dire, certains préparent un recours juridique si le texte est adopté, mais en gros, une simple majorité au Dáil et l'approbation du Seanad sont les éléments clés. La Chambre haute, oui — exactement. Donc, l'approbation du Seanad et du Dáil, après un processus avec quelques amendements, mais en substance, cela pourrait être conclu en quelques semaines. Ils ont annoncé qu'ils allaient le présenter maintenant. Cela se préparait depuis un certain temps — ils ont commencé à en parler vers 2022 ou 2023 — mais une simple majorité au Dáil suffit.

Et, tu sais, comme je le disais tout à l'heure à propos des votes sur les obligations de guerre israéliennes, le gouvernement a la majorité et il remet tout le monde au pas. Et même s'il y a peut-être certaines personnes en tort — parce que c'est en quelque sorte un héritage de leur parti — ils pourraient simplement, tu vois… il y a clairement un peu de désaccord au sein du parti à ce sujet, parce qu'il y a de la pression venant de la base. Et c'est leur héritage. Mais même s'il y a un certain désaccord, on s'attendrait plutôt à ce qu'ils se pincent le nez et fassent ce qu'on leur dit. Parce que, tu sais, si tu désobéis au whip, c'est comme ça que de nouveaux partis se forment. Donc, voilà.

#Pascal

Donc non, pas de référendum nécessaire. Non.

#Fionn Wallace

Non, il y a une affaire juridique — désolé. Non, non, allez-y. Il y aurait… il y a deux choses. En gros, il pourrait y avoir une action en justice intentée, et il existe un argument assez solide selon lequel

cela mérite un référendum, car dans les documents envoyés lors du traité de Lisbonne, il était indiqué, vous savez, que si nous disions non — évidemment, les deux premiers tours, les traités de Nice et d'Amsterdam — mais dans les documents distribués au public, il était clairement précisé que si vous votiez oui, ce serait dans le cadre de la protection du triple verrou. En dehors de cela, il existe un mécanisme dans notre constitution selon lequel, si une loi est adoptée, si l'on obtient une majorité au Seanad, un tiers de l'approbation du Dáil et l'assentiment du président irlandais, alors elle peut être renvoyée au peuple pour un référendum. Mais s'ils obtiennent une simple majorité au Dáil, il est difficile de voir comment il serait possible de les battre dans un recours. Donc, c'est un point sur lequel il faut travailler.

#Niamh Ní Bhriain

Et peut-être juste pour dire qu'en mars de l'année dernière, l'un des partis d'opposition — les sociaux-démocrates, les Soc Dems — a présenté une motion demandant un plébiscite, car notre constitution permet un plébiscite sur les questions d'intérêt national. Ils ont présenté une motion soutenant qu'il devrait y avoir un plébiscite sur ce sujet, et le gouvernement a simplement voté contre. Vous savez, c'est très clair — ils ne veulent pas interroger le peuple parce qu'ils savent qu'ils obtiendraient la mauvaise réponse. Donc, vous voyez, ils ont déjà eu l'occasion d'organiser un plébiscite à ce sujet, et ils ont dit non.

C'était en mars dernier, lorsque le projet de loi a été présenté pour la première fois au Cabinet. Ensuite, nous avons eu l'examen prélégislatif pendant l'été. Au cours de ce processus, de nombreux témoignages ont soulevé des questions telles que : cela signifie-t-il que l'Irlande participera à des missions de combat ? Oui, absolument. Y a-t-il une possibilité que nous participions à des missions de l'OTAN ? Oui. Aux groupements tactiques de l'UE ? Oui. Et même avec tout cela consigné dans le compte rendu de l'examen prélégislatif au Parlement, ils ont tout de même poursuivi avec la législation telle quelle. Donc, oui, les prochaines étapes sont essentiellement celles que Fionn a décrites.

Et, vous savez, l'Irlande prendra la présidence de l'Union européenne en juillet. Donc, l'idée, c'est que d'ici le 1er juillet, ce que Fionn a présenté aux deux chambres du Parlement — ils veulent que ce soit déjà fait. Ce sera déjà avancé au point où le président le signera pour en faire une loi. Et nous pourrons dire : regardez, ici en Irlande, nous avons tenu nos promesses et nous passons maintenant à l'action. Nous nous sommes débarrassés du triple verrou, et nous sommes désormais pleinement capables de participer à des missions militaires de l'UE, et ainsi de suite.

#Pascal

C'est vraiment un jeu sale. C'est un jeu tellement sale de faire tout cela sous le prétexte que « notre neutralité ne sera pas affectée, tout restera pareil », alors qu'en réalité tout change. Et ensuite, il suffit d'attendre qu'un événement se produise, et on pourra abandonner celui-là aussi — comme la Finlande et la Suède l'ont fait, non ? Quand les trois premiers soldats irlandais déployés mourront

quelque part, je ne sais pas, en Irak, en Syrie — et puis, « Oh, nous avons été attaqués ! L'Irlande est attaquée ! Trois Irlandais morts. Des héros sont tombés. Il est temps d'en finir avec ça. » Enfin, quelque chose comme ça. Des réflexions finales sur ce processus — Fionn d'abord, puis Niamh ?

#Fionn Wallace

Je trouve que ce qu'ils font est profondément antidémocratique. Tu sais, pendant ce temps, Martin ne s'arrête jamais. En ce moment, nous avons cette sorte de direction tournante — parfois Taoiseach, maintenant Tánaiste. En fait, je suis perdu — de nouveau Taoiseach, apparemment. Mais, tu vois, il ne se lasse jamais de parler des États autoritaires et de la nécessité de défendre les forces de la démocratie contre cette menace maléfique. Pourtant, cette structure est elle-même autoritaire. Je veux dire, la Dre Karen Devine a mené des années de recherche, en examinant des sondages d'opinion remontant à environ 1982 jusqu'à aujourd'hui, et elle a constaté que, de manière constante, quatre Irlandais sur cinq sont favorables à une neutralité active — que cela est profondément lié à notre identité en tant que peuple.

Et c'est en quelque sorte lié à notre—eh bien, vous savez, c'est quelque chose de profondément ancré dans la psyché irlandaise, lié à la lutte anticoloniale et tout cela—que nous accordons de la valeur à l'indépendance et que nous voyons notre neutralité comme une sorte de vecteur de cette indépendance, comme une partie de notre identité. Ce que le gouvernement a fait au cours des deux dernières années, en particulier, c'est tout ce qui est en son pouvoir, par la propagande, pour dissocier la neutralité du triple verrou. Alors que Micheál Martin, à la tribune du Dáil en 2013, disait que le triple verrou est au cœur de la neutralité irlandaise. Maintenant, il se lève au Dáil et affirme qu'ils n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Alors, qu'en est-il, Micheál ? Clairement, ils mentent.

Et, vous savez, ils vont simplement foncer à travers tout ça. L'attaque de propagande — depuis qu'il a été plus ou moins annoncé au début de l'année qu'ils allaient aller de l'avant — a été implacable. Chaque jour, il y a un ou deux articles qui expliquent que nous devons grandir, que nous devons être responsables à cause de ce brave nouveau monde. Les choses changent, et le triple verrou doit disparaître. C'est dépassé, c'est obsolète — en ignorant le fait que, vous savez, nous avons traversé la guerre froide, la Seconde Guerre mondiale, la soi-disant guerre contre le terrorisme. Nous avons tout connu et maintenu notre neutralité à travers tout cela. Mais tout à coup, tout est différent maintenant, et cela doit disparaître.

Je pense que les derniers sondages à ce sujet montraient qu'environ 40 à 43 % des gens souhaitent une certaine modification du triple verrouillage. Mais l'abandonner complètement n'est pas ce qu'il faut faire. S'il doit y avoir une réforme — oui, une réforme sensée — alors peut-être. Mais l'aspect lié à l'ONU est extrêmement important, et il nous empêche de participer à des guerres illégales. Je pense que si cela était clairement expliqué aux gens, s'ils étaient honnêtes avec eux, comme Niamh l' a dit plus tôt, la situation serait totalement différente. Cela n'arriverait pas. Mais ils doivent mentir, car ce qu'ils font est trompeur, et ils ne pourraient pas être francs avec les personnes qui s'opposent si fermement à la perte de notre neutralité ou à l'adhésion à l'OTAN.

#Pascal

Crypto-atlantisme, Niamh ?

#Niamh Ní Bhriain

Oui, je veux dire, c'est tout simplement incroyable. Tu sais, on se réveille chaque matin et on vérifie — est-ce qu'une nouvelle guerre a éclaté pendant la nuit ? Genre, tu vois, maintenant c'est l'Iran. La semaine dernière, c'était le Groenland. Quelques semaines avant, c'était le Venezuela. Et je suppose que c'est tout simplement incroyable que, dans ce contexte, au lieu de renforcer les garde-fous qui nous tiennent à l'écart de la guerre, notre gouvernement prévoie activement de les supprimer — pour nous plonger en plein milieu de la prochaine guerre.

Et, vous savez, c'est quelque chose que, s'ils parviennent à le faire et que nous nous retrouvons entraînés dans une guerre, et que l'Irlande est exposée et attaquée — je veux dire, ce serait la première fois que nous déploierions des troupes dans une guerre étrangère. Vous savez, il faudra alors un véritable examen politique, car c'est la réalité à laquelle nous serons confrontés si le triple verrou saute et que nous commençons à déployer des forces dans des zones de conflit. C'est donc un moment très dangereux. Je n'ai absolument aucune confiance dans le gouvernement. J'ai énormément de confiance dans le peuple irlandais. Et je suppose que ce que Fionn et moi avons fait au cours de l'année écoulée, c'est aller sur le terrain et organiser des séances d'éducation politique — des séances d'éducation à la neutralité.

Nous avons parcouru tout le pays. Le van de Fionn est hors service et bon pour la casse, car nous avons tellement conduit au cours de l'année écoulée — allant de ville en village, essayant de passer sur les radios locales, tentant d'informer les gens de ce qui se passe et d'organiser une opposition à cela. Voyons donc ce que les prochaines semaines et les prochains mois nous réservent. Et oui, au final, si le triple verrou saute, alors l'organisation portera sur l'arrêt des déploiements irlandais dans les zones de guerre, ce qui sera probablement la réalité à laquelle nous serons confrontés si le triple verrou disparaît. Donc ce n'est pas encore fini. Même s'ils parviennent à s'en débarrasser, nous aurons alors une nouvelle lutte à mener.

#Pascal

Non, jamais. Et je vous félicite pour ce combat et pour le fait de le mener réellement. Vous savez, ce n'est pas vrai que nous sommes complètement impuissants — pas du tout. Nous pouvons en parler, nous pouvons sensibiliser, nous pouvons écrire à ce sujet, nous pouvons nous y opposer, et nous pouvons descendre dans la rue, etc. Et en réalité, c'est ce qu'il faut faire, car il s'agit d'un processus politique. Ils essaient de le déguiser et de dire que c'est inévitable, que le monde nous l'impose. Non, c'est complètement faux. Il y a une sorte d'étrange volonté — que je ne comprends pas encore tout à fait, mais sur laquelle nous travaillons — des élites européennes à vouloir s'intégrer entre elles

et avec les États-Unis, plutôt que de réellement se soucier de l'État-nation qu'elles ont été élues pour servir. Vous savez, il se passe quelque chose d'étrange, mais nous finirons par le comprendre, et alors nous élaborerons des stratégies pour y faire face. Et je suis heureux de savoir que vous travaillez là-dessus en Irlande. Fionn Wallace et Niamh Ní Bhriain, merci pour votre temps aujourd' hui.

#Niamh Ní Bhriain

Merci beaucoup, Pascal Lottaz.